

Flottille pour Gaza : Ban Ki-moon discute avec le chef de la diplomatie grecque

3 juillet 2011 – Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a eu dimanche un entretien téléphonique avec le Ministre grec des affaires étrangères, Stavros Lambrinidis, avec qui il a discuté de la proposition de la Grèce de transporter de l'aide humanitaire à Gaza après avoir interdit à une flottille pro-palestinienne de quitter ses ports.

"Le Secrétaire général a remercié le Ministre de l'avoir informé de l'initiative de la Grèce d'utiliser des vaisseaux grecs pour apporter de l'aide humanitaire à Gaza via les canaux existants traditionnels, en coordination étroite avec les Nations Unies", a dit le porte-parole du Secrétaire général au sujet de cette conversation.

"Le Secrétaire général a exprimé son soutien à l'initiative grecque. De son point de vue, elle pourrait permettre de réduire les tensions dans la région et garantir que l'aide nécessaire soit livrée à ceux qui en ont besoin à Gaza", a-t-il ajouté. "Il a dit que les Nations Unies travailleraient étroitement avec la Grèce, Israël et les autorités palestiniennes sur cette question. Le Secrétaire général a souligné qu'il espérait que les organisateurs de la flottille seront d'accord avec cette initiative."

Ban Ki-moon et Stavros Lambrinidis ont également discuté des efforts du Secrétaire général de l'ONU pour relancer les pourparlers sur le processus de paix au Moyen-Orient.

Selon la presse, une flottille internationale de dix bateaux est rassemblée en Grèce avec à bord 300 personnes de 22 pays qui affirment vouloir briser le blocus imposé depuis cinq ans par Israël aux Palestiniens vivant à Gaza. La Grèce a interdit vendredi tout départ de bateau de ses ports à destination de Gaza et a arrêté dans ses eaux un bateau américain appartenant à la flottille pro-palestinienne. Israël n'a cessé depuis la semaine dernière de menacer de stopper la flottille et de multiplier les mises en garde contre cette opération qu'il qualifie de "provocation".

Samedi, le Quatuor sur le Moyen-Orient (Etats-Unis, Russie, Nations Unies et Union européenne) a appelé les gouvernements concernés à user de leur influence pour décourager de nouvelles flottilles, rappelant l'incident sanglant qui avait impliqué l'an dernier une flottille partie de Turquie pour Gaza.